

Notre gouvernement a réduit les hausses des dépenses au titre des programmes pour les ramener en deçà du taux d'inflation, 3,6 p. 100; c'est une des raisons qui nous permettent d'assainir la situation dans une certaine mesure, car il aurait été vraiment désastreux pour le Canada de continuer d'augmenter ces dépenses de 14 p. 100 par an.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, on se souviendra du premier ministre pas tant comme de l'artisan de la désintégration de VIA Rail, de Postes Canada ou de Radio-Canada, mais plutôt comme de l'artisan de la désintégration d'un pays parce qu'il refusait de comprendre l'importance des institutions nationales.

• (1450)

Le premier ministre a parlé tout à l'heure de privatisation et des Postes. Je voudrais qu'il me dise une chose. N'est-il pas vrai que son gouvernement, qui prend le pays pour un jeu de Monopoly, cherche en fait à privatiser Radio-Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, que mon ami me pardonne mais la question m'a bel et bien été adressée, à moi, au sujet des actions passées de divers ministères. S'il tient à savoir si je regrette les mesures que nous avons prises dans le cas de Postes Canada entre autres, la réponse est non. Après avoir fonctionné à perte durant quinze ans, la Société canadienne des postes est enfin rentable.

M. Tobin: Il n'y a plus de bureaux de poste dans les régions!

M. Mulroney: Mon ami prétend qu'il n'y a pas de bureaux de poste dans les régions. Voyons donc!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: La parole est à la députée de Sudbury.

[Français]

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, nous sommes plus d'un million de francophones hors Québec. Radio-Canada est le seul réseau national francophone, je répète, le seul réseau francophone hors Québec.

Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pourquoi couper le réseau français de Radio-Canada? Pourquoi réduire les services en région? Pourquoi abandonner les francophones hors Québec?

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, je peux répéter que la Société Radio-Canada n'entend pas couper les stations de télévi-

sion aux francophones. Elle va poursuivre son action comme elle l'a toujours fait envers les francophones et s'assurer que ces derniers bénéficient, à travers Radio-Canada, de tout ce qui est possible au point de vue potentiel culturel et potentiel d'information.

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, de fermer le poste de télévision à Toronto, de réduire les services aux francophones hors Québec, sans préavis, sans consultation, c'est sans bon sens! C'est sans coeur, monsieur le Président!

Ma question s'adresse au premier ministre: Pourquoi détruire le Canada français en région?

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, premièrement, si on discute de ces questions aujourd'hui plutôt qu'au mois d'avril ou à la fin mars, c'est parce que le gouvernement va donner un préavis de trois mois. C'est la raison pour laquelle on discute de cela maintenant. Alors, lorsque la députée dit qu'il n'y a pas de préavis, c'est tout à fait le contraire.

Deuxièmement, la députée va avoir un choc culturel énorme dans trois mois, parce qu'elle va réaliser qu'il y a encore des services français pour les francophones hors Québec.

* * *

[Traduction]

L'ENTRAIDE UNIVERSITAIRE MONDIALE DU CANADA

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne l'Entraide universitaire mondiale du Canada. Si l'EUMC doit fermer ses portes, le gouvernement devra probablement effectuer d'importantes dépenses supplémentaires pour engager des experts d'autres organisations non gouvernementales et du secteur privé qui seront chargés de l'administration des projets de développement financés par le gouvernement canadien ainsi que des sommes versées aux bénévoles et aux étudiants par l'entremise de l'EUMC.

Le ministre pourrait-il nous préciser le montant des dépenses supplémentaires que cela entraînera pour le gouvernement et le comparer au coût des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour aider l'EUMC à réorganiser ses activités et à redresser ainsi sa situation financière?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis persuadé que le député comprend que cette question mérite une ré-